

Ce texte est une version provisoire.
La version définitive qui sera publiée sous
www.droitfederal.admin.ch fait foi.



Appréciation annuelle de la menace Rapport du Conseil fédéral aux Chambres fédérales et au public

du xx xx 2024

Monsieur le Président,
Madame la Présidente,
Mesdames, Messieurs,

Par le présent rapport, nous vous informons de notre appréciation de la menace conformément à l'art. 70, al. 1, let. d, de la loi fédérale du 25 septembre 2015 sur le renseignement.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse:

La présidente de la Confédération, Viola Amherd
Le chancelier de la Confédération, Viktor Rossi

xx xx 2024

Appréciation de la menace

1 Contexte

Conformément à l’art. 70, al. 1, let. d, de la loi fédérale du 25 septembre 2015 sur le renseignement (LRens)¹, le Conseil fédéral évalue chaque année la menace pesant sur la Suisse et en informe les Chambres fédérales ainsi que le public. L’appréciation porte sur les menaces citées dans la LRens tout comme sur les événements importants en matière de politique de sécurité se produisant à l’étranger.

On trouvera dans les rapports de situation annuels du Service de renseignement de la Confédération (SRC) intitulés «La sécurité de la Suisse»² un état des lieux complet de la menace considérée selon la perspective du renseignement. Les priorités à fixer dans le domaine de la politique de sécurité et ses instruments, de même que les questions qui concernent l’opportunité de les adapter à l’évolution de la situation, sont développées pour leur part dans les «rapports sur la politique de sécurité de la Suisse» qui sont publiés périodiquement.

Le dernier rapport en date sur la politique de sécurité de la Suisse a été adopté par le Conseil fédéral le 24 novembre 2021³. Il a été suivi le 7 septembre 2022 d’un rapport complémentaire⁴ évaluant à nouveau la situation au regard de la guerre de la Russie contre l’Ukraine. La nouvelle stratégie de politique de sécurité du Conseil fédéral est en préparation pour fin 2025. Le présent rapport fait le point sur les menaces au sens de la LRens et sur les appréciations les plus récentes s’agissant de l’environnement stratégique de la Suisse.

2 Vue d’ensemble

L’environnement politico-sécuritaire de la Suisse s’est dégradé ces dernières années, et depuis 2022, de façon drastique et probablement durable. Ainsi, l’agression russe contre l’Ukraine a ramené la guerre conventionnelle sur le sol européen. Tandis que cette agression militaire se poursuit, plusieurs autres conflits et crises affectant également la sécurité de l’Europe sont survenus en 2023 et en 2024: l’attaque terroriste de grande ampleur lancée par le Hamas contre Israël et l’escalade militaire qui s’en est suivie dans la région, l’intervention militaire de l’Azerbaïdjan dans le cadre du conflit au Haut-Karabagh, les flambées de violence au nord du Kosovo ainsi que les coups d’État militaires au Niger et au Gabon.

La situation stratégique se caractérise par un nombre croissant d’acteurs qui jouent un rôle important en matière de politique de sécurité. Parmi ceux-ci figurent, outre les grandes puissances et les puissances régionales rivales, des institutions internationales

1 RS 121

2 www.ddps.admin.ch > Sécurité > Renseignement > Service de renseignement > Informations complémentaires > Documents > Rapports de situation > La sécurité de la Suisse.

3 FF 2021 2895

4 Rapport complémentaire au rapport sur la politique de sécurité 2021, sur les conséquences de la guerre en Ukraine; FF 2022 2357

et supranationales, mais aussi des acteurs non étatiques comme des organisations non gouvernementales, des groupes technologiques, des organisations terroristes, voire des personnes isolées, par exemple des hackers, qui peuvent, au vu du cadre prévalant actuellement dans le domaine technologique, défier des États. La multiplication des acteurs et l'interconnexion des menaces favorisent l'instabilité du contexte politico-sécuritaire et augmentent le risque de développements imprévisibles.

Nous nous trouvons dans une période de transition dangereuse et instable. Alors que les principes fondamentaux et contraignants de l'ordre mondial s'érodent, des signes annoncent le réagencement des relations internationales et, par là, l'émergence d'un nouvel ordre mondial. Depuis plusieurs années, la tendance dominante sur le plan stratégique est à la formation de blocs et à la constitution de deux sphères, l'une composée d'États libéraux et démocratiques, comme les États-Unis, les États membres de l'Union européenne (UE) et d'autres États occidentaux, ainsi que le Japon, la Corée du Sud et l'Australie, et l'autre de la Chine, de la Russie et d'autres États autoritaires, comme la Corée du Nord, l'Iran et la Syrie. Les relations commerciales et les investissements obéissent de plus en plus à une logique de pouvoir dictée par des considérations géopolitiques. Ces deux sphères rivales se développent cependant dans un monde globalisé et interdépendant. Les acteurs qui évoluent en leur sein tentent de les délimiter en partie (il est question d'atténuation des risques et de découplage sélectif), tout en approfondissant l'intégration économique dans leur sphère respective. Parallèlement, la plupart d'entre eux s'efforcent de maintenir certains contacts et de poursuivre les échanges commerciaux avec des pays de l'autre camp. C'est d'ailleurs le cas de la majorité des États européens. D'ambitieuses puissances intermédiaires comme l'Inde, l'Arabie saoudite ou la Turquie ne veulent dépendre ni des États-Unis ni de la Chine. Elles commercent ainsi avec la Chine tout en bénéficiant de la protection américaine. Dès lors, l'ordre qui se profile est caractérisé par des logiques de politique de puissance et par une concurrence systémique toujours plus marquée, mais il demeure fluide et encore peu structuré.

3 Événements importants en matière de politique de sécurité à l'étranger

Les États-Unis se préparent à une nouvelle élection présidentielle en 2024, laquelle pourrait également changer la donne en matière de politique de sécurité. Les garanties de sécurité américaines dans le cadre de l'OTAN constituent traditionnellement la pierre angulaire de la sécurité transatlantique et européenne. Pour la sécurité de l'Europe et donc de la Suisse, la question de savoir dans quelle mesure les États-Unis resteront une puissance engagée au niveau mondial est déterminante.

Jusqu'à présent, la guerre contre l'Ukraine n'a pas véritablement menacé le maintien au pouvoir de Vladimir Poutine. En accordant davantage de poids à l'industrie de l'armement et en augmentant considérablement le budget des forces armées, le président russe a fait savoir qu'il n'avait aucune intention de mettre fin rapidement au conflit. Depuis qu'elle a réussi à repousser la contre-offensive de l'armée ukrainienne à l'automne 2023, la Russie estime avoir le vent en poupe. Néanmoins, la guerre entraîne également des coûts énormes pour elle. D'une part, même si elles n'ont pas entraîné un effondrement de l'économie russe et que la Russie continue à exporter malgré des

conditions plus difficiles, les sanctions occidentales compliquent et renchérissent considérablement l'importation de technologies modernes. D'autre part, privé de ses échanges avec l'Europe, le pays est affaibli et dépend encore plus de la Chine. La Russie restera encore longtemps le principal facteur d'insécurité en Europe.

Depuis le début de la guerre contre l'Ukraine, la Chine s'est imposée comme le principal partenaire commercial de la Russie. Elle constitue donc un soutien essentiel pour les dirigeants russes, toutefois avec certaines réserves. Elle considère en effet qu'une escalade nucléaire de la guerre contre l'Ukraine est une ligne à ne pas franchir. Si la Chine a livré des biens à double usage à la Russie à des fins militaires, elle s'est abstenue de fournir des systèmes d'armes, des armes lourdes ou des munitions qui auraient eu une influence décisive sur le cours de la guerre. La Chine soutient également la Russie sur le plan diplomatique au Conseil de sécurité de l'ONU et a adopté son récit qui thématise une guerre contre l'Occident. Elle reste toutefois dépendante de l'UE et des démocraties d'Asie de l'Est si elle veut dépasser les États-Unis sur le plan économique et technologique. L'UE est à cet égard bien plus importante pour la Chine que la Russie. Les statistiques du commerce extérieur depuis début 2022 montrent que la Russie n'a pas encore réussi à remplacer ses anciens partenaires occidentaux par la Chine.

La plupart des États européens prévoient de développer leurs capacités militaires. Les incertitudes liées au futur engagement des États-Unis en Europe rendent ce processus d'autant plus urgent que la guerre contre l'Ukraine a mis en évidence la dépendance de l'Europe vis-à-vis des États-Unis en matière de politique de sécurité. À cet égard, le tournant historique (*Zeitenwende*) annoncé par l'Allemagne constitue un revirement de sa politique de sécurité, et de celle de l'Europe. La vision d'une UE à la fois indépendante des États-Unis et de l'OTAN et autonome stratégiquement demeure toutefois irréalisable à court terme. Il reste par ailleurs à déterminer si le réarmement militaire amorcé en Europe sera plus qu'un phénomène temporaire, et s'il sera suffisamment soutenu financièrement et matériellement.

À l'heure actuelle, cinq guerres, conflits et crises aux origines régionales se recourent de plus en plus et mettent particulièrement au défi les États occidentaux sur le plan de la politique de sécurité.

- La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine est devenue une guerre d'usure. L'Ukraine reste existentiellement dépendante du soutien occidental. Toutefois, depuis l'automne 2023, il est devenu plus compliqué pour les États-Unis de fournir de l'aide à l'Ukraine. En effet, cette aide a été retardée de six mois. On ignore également si les États-Unis, actuellement l'allié le plus important de l'Ukraine, continueront de fournir un soutien militaire et financier au pays à l'issue des élections de 2024, et le cas échéant, dans quelle mesure. Les États européens de l'OTAN et l'UE ne pourraient pas combler totalement cette lacune. Parallèlement à la guerre conventionnelle en Ukraine, la Russie engage aussi des moyens hybrides en Europe. Parmi ceux-ci figurent par exemple les activités d'influence, qui concernent aussi la Suisse. Par ailleurs, des indices portant sur des actions de sabotage russes se sont multipliés dans les États européens ces derniers mois.

- Le conflit au Proche-Orient reste certes confiné au cadre régional pour l'instant, mais, outre Gaza, le théâtre des affrontements s'étend aussi aux voies maritimes au large du Yémen. La probabilité d'une escalade militaire entre Israël et le Hezbollah libanais augmente. Israël et l'Iran ont par ailleurs échangé des frappes militaires directes pour la première fois. Cette zone de conflit focalise l'attention internationale et concurrence le soutien occidental à l'Ukraine. Les États-Unis en particulier continuent de perdre le soutien du monde arabe et des pays du Sud alors que la polarisation se renforce au sein des États occidentaux. On assiste de surcroît à un rapprochement politique et militaire entre l'Iran et la Russie, une constellation qui péjore des liens, déjà mauvais depuis longtemps, entre l'Iran et ces mêmes États occidentaux. Après une escalade militaire temporaire au printemps 2024 marquée par des frappes inédites contre le territoire adverse, les tensions entre Israël et l'Iran demeurent vives. Les deux États ne sont cependant pas intéressés à une guerre ouverte. Dans le domaine nucléaire, aucune solution négociée avec l'Iran n'est en vue. Enfin, la normalisation des relations politiques entre Israël et les États arabes se trouve retardée en raison de la guerre à Gaza. Elle dépend de plus en plus des agendas bilatéraux respectifs, et non plus d'une solution définitive d'accord israélo-palestinien ou de la proclamation d'un État palestinien et de sa reconnaissance au niveau international.
- Malgré son isolement international, la Corée du Nord, en plus de devenir à la fois un partenaire militaire de la Russie et un fournisseur d'armes pour sa guerre contre l'Ukraine, a trouvé des moyens de s'approvisionner. Il reste encore à déterminer si elle obtiendra des technologies d'armement russes de pointe en contrepartie. Les rapports de force en Corée du Nord demeurent stables malgré une situation socio-économique qui a continué à se dégrader. Du point de vue européen également, la portée intercontinentale des missiles balistiques nord-coréens (pouvant servir de vecteur à l'arme nucléaire) en fait un facteur de puissance encore plus important sur le plan de la politique de sécurité, même si le Vieux Continent ne compte pas parmi les principaux ennemis des dirigeants nord-coréens.
- La Chine s'arme massivement, mais ne sera pas encore prête à mener un conflit militaire de grande envergure pour le contrôle de Taïwan au cours des prochaines années. Le président chinois Xi Jinping a néanmoins qualifié la réunification avec Taïwan de «mission historique». La forte dépendance économique de la Chine vis-à-vis des États occidentaux, en particulier de l'Europe, constitue par ailleurs un obstacle. Dès lors, une invasion de Taïwan est improbable pour le moment, et cela tant que le gouvernement chinois n'estime pas qu'une ligne rouge a été franchie, ce qui serait notamment le cas si Taïwan déclarait son indépendance. La Chine pourrait toutefois disposer, ou croire qu'elle dispose, des capacités militaires nécessaires vers la fin de cette décennie.
- L'Afrique a été le théâtre de coups d'État militaires dans plusieurs pays depuis 2020; la tendance à l'autoritarisme perdure. Le plus grand potentiel de risque pour la sécurité émane de la zone du Sahel. Les États s'y désintègrent peu à peu et la menace djihadiste y est toujours plus forte. Les acteurs démocratiques et les

États occidentaux y perdent de leur influence, tandis que les efforts de développement sont confrontés à des défis toujours plus importants.

4 Les menaces en détail

4.1 Terrorisme

La menace terroriste demeure élevée en Suisse. L'attaque terroriste de grande ampleur du Hamas en Israël début octobre 2023 ainsi que les combats qui s'en sont suivis l'ont cependant accentuée. Dans ce contexte, l'«État islamique» a lancé début 2024 une campagne de propagande internationale appelant explicitement à commettre des attentats en Europe. Cette campagne ainsi que plusieurs attentats ayant rencontré un écho médiatique ont insufflé une nouvelle dynamique au sein du mouvement djihadiste depuis le début de l'année et ont conféré à l'«État islamique» un nouveau pouvoir d'attraction. La propagande de l'«État islamique», en particulier, a favorisé l'émergence en Suisse de réseaux de sympathisants, renforçant surtout l'adhésion de jeunes adultes, voire de mineurs.

La menace continue d'être marquée avant tout par le mouvement djihadiste, dont le principal représentant reste l'«État islamique», auquel s'ajoute, dans une mesure nettement moindre, Al-Qaïda. Les noyaux durs de l'«État islamique» et d'Al-Qaïda sont actuellement à peine en mesure de préparer ou de commettre des attentats complexes en Europe de manière autonome. Parmi les groupes régionaux, seul l'État islamique au Khorasan dispose de réseaux étendus ainsi que de capacités et de moyens de base qui, bien que limités, peuvent lui permettre de concrétiser ses intentions de commettre des attentats en Europe. Pour ce faire, il est probablement tributaire de partisans résidant sur sol européen susceptibles de se laisser inciter à commettre des actes violents. Malgré leur orientation avant tout régionale, les autres groupes régionaux et affiliés des organisations terroristes conservent la volonté et la capacité de perpétrer des attentats contre des cibles occidentales en dehors de l'Europe. Ceux-ci pourraient également concerner des intérêts suisses à l'étranger.

Le scénario le plus probable en Suisse demeure celui d'actes de violence spontanés commis par des auteurs isolés ou de petits groupes inspirés par la cause djihadiste et recourant à des moyens simples. Les cibles faiblement protégées sont le plus susceptibles d'être visées. Les intérêts juifs et israéliens sont particulièrement exposés. L'attaque au couteau contre un juif orthodoxe qui est survenue au début mars 2024 à Zurich confirme cette appréciation. Toutefois, les grands événements et les manifestations grand public constituent aussi des occasions pour les djihadistes de concrétiser leurs intentions d'attentat, cela en Suisse comme ailleurs.

Les djihadistes libérés des prisons européennes et les personnes qui se sont radicalisées au cours de leur détention sont un facteur de risque supplémentaire. Les personnes de retour de zones du djihad constituent également une menace pour la sécurité de l'Europe et de la Suisse. Les mouvements migratoires provoqués par la guerre contre l'Ukraine n'ont pas aggravé la menace terroriste en Suisse.

Le terrorisme fondé sur des motivations ethno-nationalistes reste une menace. Des organisations ethno-nationalistes continuent d'être soutenues depuis l'Europe et la

Suisse au moyen d'activités telles que la propagande, le recrutement et la collecte de fonds.

4.2 Espionnage

Les activités d'espionnage restent une menace élevée pour la Suisse. Les grandes puissances et les puissances régionales rivales en sont les principales responsables. Les services de renseignement étrangers consacrent une part considérable de leurs activités sur le territoire suisse à l'espionnage de leurs rivaux. À cela s'ajoute la répression transnationale pratiquée par des États autocratiques qui utilisent des instruments comme la surveillance des diasporas et des opposants politiques ainsi que les activités d'influence à leur égard.

Toutefois, les tentatives d'espionnage concernent également des cibles spécifiquement suisses. Les autorités fédérales sont constamment visées, notamment dans le domaine de la politique extérieure et de la politique de sécurité. À l'heure actuelle, il est probable que l'acquisition de technologies d'armement ainsi que les relations entre la Suisse, l'UE et l'OTAN présentent un intérêt particulier. Des services de renseignement étrangers espionnent également divers acteurs du monde économique et de la recherche.

Dans le monde, les réseaux de renseignement ne sont pas uniquement employés à des fins d'espionnage: certains servent aussi à acquérir illégalement des biens critiques faisant l'objet de sanctions, à diffuser de la désinformation et de la propagande, à exercer clandestinement de l'influence, ou encore à préparer et à mettre en œuvre des enlèvements, des actes de sabotage et des attentats.

4.3 Prolifération NBC

Les régimes internationaux de contrôle des exportations sont confrontés à des défis de taille. La Russie empêche par exemple que de nouvelles technologies soient ajoutées sur les listes de biens à double usage, et parvient ainsi à les soustraire à ces régimes dans un proche avenir. Dans les conditions actuelles, la Russie peut maintenir ce blocage indéfiniment, raison pour laquelle de nouveaux outils sont nécessaires pour que les contrôles des exportations s'appliquent également à de nouveaux biens.

Les sanctions toujours plus lourdes imposées à l'encontre de la Russie depuis mars 2022 n'ont jusqu'à présent atteint que partiellement leur objectif d'affaiblir l'industrie russe de l'armement. Disposant des moyens financiers nécessaires, la Russie s'est adaptée et a par ailleurs créé des structures qui lui permettent d'acquérir les biens dont a besoin son industrie de l'armement en s'appuyant sur des sociétés écrans sises dans des États tiers qui ne participent pas aux sanctions. Ainsi, elle s'approvisionne tant en biens à double usage à forte valeur ajoutée qu'en simples consommables nécessaires en grande quantité. La demande russe accrue de moyens de production stratégiques dans un contexte de disponibilité fortement réduite fait grimper les marges de sorte que les réseaux d'approvisionnement russes attirent une multitude de nouveaux acteurs.

Après deux décennies de sanctions internationales dirigées contre son programme nucléaire, l’Iran a fortement réduit sa dépendance vis-à-vis des États occidentaux eu égard à plusieurs technologies clés. Le contrôle multilatéral des biens n’est, à lui seul, plus décisif lorsqu’il s’agit d’empêcher l’Iran de construire une arme nucléaire. En parallèle, les dirigeants politiques du pays sont de plus en plus convaincus qu’à long terme, l’absence de terrain d’entente avec les États occidentaux ne constitue plus un obstacle majeur pour l’économie iranienne. Dans ces circonstances, la pression qui pèse sur les États-Unis et Israël augmente pour qu’ils dissuadent les dirigeants iraniens de lancer un programme nucléaire militaire en brandissant une menace crédible de réaction militaire. Cet effet dissuasif ne serait cependant plus garanti si les dirigeants iraniens venaient à estimer que leur maintien au pouvoir est menacé de l’extérieur, d’autant plus que les mesures techniques et les efforts de construction entrepris par l’Iran améliorent sans cesse ses chances de se doter de l’arme nucléaire.

La Corée du Nord poursuit son programme d’armes nucléaires et de missiles avec détermination. Le pays a montré que trois ans d’isolement économique quasi complet durant la pandémie de COVID-19 n’ont pas suffi à ralentir ses programmes militaires stratégiques. La guerre contre l’Ukraine a par ailleurs élevé la Corée du Nord au rang de fournisseur d’armements d’un État doté de l’arme nucléaire. Elle tentera de tirer parti des moyens financiers supplémentaires à sa disposition ainsi que de son statut nouvellement acquis en matière de politique de sécurité pour intensifier ses programmes d’armes nucléaires et de vecteurs afin d’être reconnue comme puissance nucléaire, ce à quoi la communauté internationale s’oppose catégoriquement. La Corée du Sud réagit à ce développement en procédant à d’importants investissements dans les missiles balistiques. La menace réciproque de frappes préventives et l’opérationnalisation croissante des systèmes de vecteurs nord-coréens à courte portée augmentent le risque d’une escalade involontaire, mais lourde de conséquences, dans la péninsule coréenne.

4.4 Attaques visant des infrastructures critiques

Dans l’ensemble, la menace est stable en ce qui concerne les attaques visant des infrastructures critiques. Les deux développements marquants dans le domaine cyber, à savoir la guerre menée par la Russie contre l’Ukraine et l’intensité croissante des attaques par rançongiciel, restent déterminants en matière de sécurité des infrastructures critiques. À l’heure actuelle, rien n’indique concrètement que des acteurs étatiques préparent des actes de sabotage dirigés directement contre la Suisse en visant les infrastructures critiques ou leurs exploitants. Dans un contexte où la Suisse se trouverait en conflit direct avec un État, la probabilité de telles attaques augmenterait toutefois rapidement. Des dommages collatéraux sont toutefois possibles en Suisse en cas d’attaques contre des infrastructures critiques à l’étranger. La menace la plus concrète émane de cybercriminels, lesquels agissent souvent par pur opportunisme.

Dans le contexte de la guerre contre l’Ukraine et du conflit actuel au Proche-Orient, des groupes sympathisant avec l’une ou l’autre des parties belligérantes continueront de lancer des attaques en ciblant avant tout la disponibilité des systèmes. En 2023, plusieurs sites Internet d’entreprises et d’autorités suisses ont ainsi été attaqués par un groupe de hacktivistes se déclarant pro-russe. De telles actions n’entraînent que peu

ou pas de dommages, et ont surtout pour but de faire parler de leurs auteurs. Dans de rares cas, toutefois, elles provoquent des dommages collatéraux. Il faudra s'attendre à de telles attaques tant que la guerre contre l'Ukraine et le conflit actuel au Proche-Orient se poursuivront, en particulier si la Suisse se positionne politiquement.

La numérisation des processus administratifs et des processus de production renforce aussi bien les interdépendances que la dépendance vis-à-vis des prestataires informatiques. La chaîne d'approvisionnement et de prestations se complexifie. Dès lors, les attaques par rançongiciel peuvent causer davantage de dommages aux entreprises et aux infrastructures critiques. Des attaques de ce type contre des prestataires informatiques comme Xplain ou Concevis, qui travaillaient également pour le compte d'autorités de sécurité suisses, illustrent le problème que pose de telles dépendances: motivés par l'appât du gain, les cybercriminels avaient choisi leurs cibles de manière opportuniste, sans tenir compte des éventuelles conséquences d'une défaillance des infrastructures critiques ou de la publication de données sensibles et importantes pour la sécurité. Plus les dépendances augmentent, plus les infrastructures ou processus critiques peuvent être affectés, même lorsque l'attaque ne les vise pas directement. En 2023, des groupes de cybercriminels ont ainsi exploité les failles de sécurité de certaines applications pour rançonner en très peu de temps la multitude d'entreprises qui les utilisaient.

Si la plupart des cyberattaques constatées sont motivées financièrement, d'autres motifs ne doivent pas être exclus: l'extrémisme violent, le terrorisme, les activités de renseignement ou la politique de puissance peuvent également en être à l'origine. Les auteurs de ces actes poursuivent alors des objectifs d'une autre nature, qui peuvent même déboucher sur des opérations de sabotage. La menace qui pèse sur les infrastructures critiques ne se situe donc pas uniquement dans l'espace virtuel: des attaques physiques dictées par l'un ou l'autre des motifs précités, comme le sectionnement de câbles réseau ou le sciage de poteaux électriques, sont également possibles.

4.5 Extrémisme violent

En ce qui concerne les milieux extrémistes violents en Suisse, l'année 2023 a été marquée par un retour à la situation qui prévalait avant la phase aiguë de la pandémie de COVID-19. Alors que les acteurs d'extrême gauche violents se concentrent majoritairement sur l'antifascisme et la cause kurde, l'extrême droite violente se cherche toujours une cause commune. Contre toute attente, les milieux extrémistes violents de gauche et de droite en Suisse s'intéressent peu au conflit qui se déroule actuellement au Proche-Orient et évitent pour la plupart le sujet.

La menace terroriste à motivation d'extrême droite continue de s'aggraver en Europe. La Suisse a ainsi également été confrontée à plusieurs reprises à de très jeunes personnes prêtes à perpétrer un acte terroriste. Et le nombre de ces personnes continuera probablement d'augmenter au cours des années à venir étant donné que les mineurs et les jeunes adultes sont la cible privilégiée d'une propagande en ligne explicitement violente et propagée par des réseaux internationaux aux origines incertaines.

Le risque que les milieux d'extrême gauche violents exercent une violence ciblée contre des personnes ou commettent des attentats terroristes va croissant en Europe.

La Suisse ne fait pas exception, bien qu'aucun projet concret d'attentat n'ait encore été identifié dans le pays. La menace qui émane de ces milieux en Europe augmentera ces prochaines années, car certains acteurs sont susceptibles d'utiliser des capacités acquises à l'étranger, notamment dans les régions kurdes, une fois rentrés chez eux.

5 Conséquences pour la Suisse

Si la Suisse demeure relativement sûre, elle l'est considérablement moins depuis 2022 en raison de la forte polarisation du contexte dans lequel elle évolue, fait de crises multiples et de conflits armés en Europe comme à la périphérie de l'Europe. La pression politique et économique qui pèse sur notre pays va également aller croissante sous l'effet de la tendance à la formation de deux sphères rivales dans le monde. Par conséquent, l'on pourrait exiger plus fréquemment de la Suisse qu'elle verse des contributions de solidarité et qu'elle se positionne politiquement.

Le risque d'incident militaire entre la Russie et l'OTAN est beaucoup plus prononcé depuis 2022. Malgré tout, le principe de dissuasion nucléaire entre les États-Unis et la Russie a continué à jouer son rôle, et aucun camp n'a cherché à élargir géographiquement le conflit.

Le risque d'escalade nucléaire est lui aussi élevé depuis 2022. Il est probable que la Russie continue de menacer d'employer des armes nucléaires. Cependant, il demeure très improbable qu'elle utilise l'arme nucléaire dans le contexte de la guerre d'agression contre l'Ukraine. La probabilité d'un recours à ce type d'arme augmenterait uniquement si le pouvoir russe venait à estimer que l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Russie se trouvent existentiellement menacées.

Comme l'extrémisme violent, l'espionnage et la prolifération NBC, le terrorisme restera une menace pour la Suisse. Les moyens cyber constituent quant à eux un important vecteur d'attaque dans bien des domaines. La pandémie de COVID-19, la guerre contre l'Ukraine et le conflit actuel au Proche-Orient montrent par ailleurs qu'il faudra continuer à tabler sur des crises évoluant rapidement et sur des événements isolés pouvant survenir par surprise et entraîner des dégâts considérables.